

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World** 4435

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LAncaster 5361

Vingt-cinq ans de publication

Avec le premier numéro de 1939, le *Monde Ouvrier* entrera dans sa vingt-cinquième année d'existence. C'est déjà un âge respectable pour un journal hebdomadaire mais c'est presque unique pour un organe strictement ouvrier, surtout quand il lui faut ne compter que sur ses propres ressources pour faire face aux dépenses inhérentes à la publication d'un journal, quelque modeste qu'il soit. Bien des essais avaient été faits, dans le passé, mais, pour une raison ou pour une autre, les promoteurs furent contraints d'abandonner leur projet, aussi la naissance du *Monde Ouvrier* fut-elle reçue avec indifférence par les uns, avec un sourire narquois par d'autres ; beaucoup se rappelaient les échecs lamentables de ses prédécesseurs tant au point de vue financier que moral.

Nous nous étions juré de tenter l'aventure et de la mener à bien. Nous avons tenu parole. Le *Monde Ouvrier* entre donc dans sa vingt-cinquième année. Nous n'avons certes pas fait fortune, loin de là, il y a eu déficit sur déficit qu'il a fallu supporter pour maintenir la publication, mais il y a une chose dont nous sommes fiers par-dessus tout, c'est d'avoir toujours maintenu, préconisé, défendu les principes trade-unionistes ; nous n'avons non plus jamais fait de politique, nous avons critiqué et louangé les gouvernements d'après leurs actions, sans nous occuper si cela nous attirerait leurs faveurs ou non. Tant que le *Monde Ouvrier* sera publié et que personnellement j'en aurai la direction il suivra cette ligne de conduite.

Nous sommes heureux de dire que notre circulation a augmenté sensiblement depuis que notre dévoué confrère Ben. Drolet a pris charge de cet important rouage ; elle n'a pas toutefois atteint le chiffre qu'elle devrait avoir et que nous avons tout lieu de croire qu'elle atteindra au cours de cette année, si nos confrères trade-unionistes veulent coopérer avec nous. Nous les en remercions d'avance.

Prochainement, nous publierons un Numéro-Souvenir-Anniversaire, à l'occasion de nos vingt-cinq ans d'existence ; nous ferons un historique relativement complet du mouvement, à cette occasion. En attendant, encore une fois : Merci à tous.

Un souhait réalisable

A l'aurore du Nouvel An, des milliers de bonnes résolutions ont été prises, combien de celles-ci seront observées ? Le petit nombre, sans doute, mais c'est autant de pris. Il en est de même des bons souhaits qui ont été exprimés, combien se réaliseront ? L'intention était là et c'est déjà quelque chose. Il n'est pas trop tard pour que j'en exprime un et ce du plus profond du coeur, avec l'espoir qu'il se réalisera, car il est si simple et si facile à mettre en pratique, le voici : "Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse."

Ami lecteur, voulez-vous, en 1939, essayer de vivre en vous conformant à ce précepte de bonne entente et vous verrez comme le monde — votre petit monde à vous et le grand monde de l'humanité entière — sera une meilleure place pour y vivre, comme nos petites différences d'opinions, nos petites querelles paraîtront insignifiantes et se régleront d'elles-mêmes.

Dites, vous voulez bien aider à se faire réaliser mon souhait.

SOCIUS.

A bâtons rompus

Les citoyens de Montréal se sont donné une nouvelle administration, le maire Camillien Houde nous a doté d'un nouveau comité exécutif et les échevins l'ont accepté d'emblée, c'est ce qu'ils avaient de mieux à faire. Le peuple a exprimé sa confiance au nouveau maire et, en dépit du fait que la charte de la cité de Montréal stipule que les fonctions du premier magistrat de la plus grande ville du Canada sont purement honorifiques, on peut être assuré d'ores et déjà qu'il ne se contentera pas d'être un ornement mais qu'il sera l'âme dirigeante de toute l'administration. C'est beaucoup pour cela que le peuple l'a choisi, il attend de lui de grandes choses. Si le nouveau maire réussit à faire sortir Montréal de l'ornière dans laquelle elle est embourbée, de mettre de l'ordre dans les affaires, tout le crédit lui en reviendra ; dans le cas contraire, c'est lui qui en portera toute la responsabilité ; mais il est du devoir de tout citoyen de l'aider, chacun dans sa sphère particulière. Qu'on lui fasse confiance, au lieu de déblatérer contre lui et de trouver à redire sur tout ce qu'il suggérera ou entreprendra. Les problèmes auxquels la nouvelle administration aura à faire face sont assez complexes, assez difficiles à résoudre, sans lui créer de nouvelles difficultés et sans chercher à répandre parmi le peuple cette atmosphère de défaitisme qui tue les meilleures initiatives et invite le désastre.

Ainsi, ces jours derniers, certains journaux publiaient une soi-disant entrevue avec le premier ministre Duplessis, au sujet d'une rumeur voulant que sous l'administration Houde Montréal deviendrait une "ville ouverte" — vous savez ce qu'on insinue par cela, — que les maisons de jeux, de pari, feront florès, que le vice règnera en maître, etc. La réponse de notre "vertueux" premier fut typique de lui : "Nous ne permettrons pas que le vice règne à Montréal, nous ne l'avons jamais toléré dans le passé, nous ne le tolérerons pas plus à l'avenir ; la police provinciale a reçu des ordres sévères, pas de compromis avec le vice."

Ça, c'est le commencement de la campagne de diffamation et du genre de coopération que Montréal peut attendre de Québec. Ne croyez-vous pas qu'il eût été plus digne du premier ministre de dire quelque chose en ce genre : "Je suis persuadé que cette rumeur est sans fondement aucun, je suis convaincu que le nouveau maire sera à la hauteur de la situation et ne tolérera pas que le vice sous toutes ses formes s'implante à Montréal." Cela aurait été plus dans le ton et plus chrétien, surtout venant d'un homme qui se vante d'aller à la messe tous les matins.

* * *

Voyons un peu ce qui se passe à Québec. Si les journaux sont véridiques, il paraîtrait, d'après des sources officielles, que le gouvernement provincial dépense environ \$4,000,000 (quatre millions de dollars) par mois en travaux de chômage et secours directs avec un revenu annuel (budget au 30 juin 1938) de \$53,344,037, ce qui signifie qu'il reste une balance de \$4,000,000 par année pour administrer la province, plus une somme d'environ \$5,000,000 par année versée par Ottawa comme sa quote-part (\$400,000 par mois) aux travaux de chômage et secours directs. Ajoutez à cela quelque \$25,000,000 pour le prêt agricole et vous aurez une idée du gouffre dans lequel le régime de l'Union Nationale plonge la province de Québec. Pendant combien de temps cette orgie de dépenses pourra-t-elle continuer ?

Non pas que nous protestions contre des travaux publics pour alléger le chômage, il en faut, mais encore devrait-on les choisir judicieusement. Pourquoi ne pas entreprendre un vaste programme de démolition des taudis et la construction de maisons salubres ? Cela donnerait de l'ouvrage à des centaines d'ouvriers du bâtiment qui ont été plus durement affectés

(Suite à la quatrième page)

L'organisation ouvrière au Canada

HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

L'exécutif du Congrès des Métiers et du Travail du Canada a rencontré récemment les officiers de la Fédération Américaine du Travail, à Washington, au sujet du statut des unions affiliées au Comité d'Organisation Industrielle. On se rappelle que, lors du congrès de Niagara Falls, il fut décidé de maintenir le *statu quo* en attendant les développements, dans l'espérance que la paix serait rétablie et qu'un accord interviendrait.

Nous ne sommes pas au courant de la décision prise, à Washington, ni de l'attitude que prendra le comité exécutif du Congrès des Métiers et du Travail, mais il est un fait certain, c'est que la situation n'est plus la même qu'elle était en septembre dernier. En effet, le C. I. O. n'est plus un comité d'organisation temporaire mais une organisation rivale de la Fédération Américaine du Travail établie sur des bases permanentes — c'est regrettable.

Une décision radicale s'impose : il nous faut aller d'un côté ou de l'autre, soit rester en bons termes avec la Fédération Américaine du Travail ou nous en retirer complètement.

Avec la première alternative, nous perdons de 30,000 à 40,000 membres qui représentent l'effectif des unions canadiennes affiliées au C. I. O. ; avec la deuxième, nous courons le risque d'en perdre 100,000 au bas mot ; c'est l'un ou l'autre.

A moins qu'on ne s'arrête à une autre solution qui ferait du Congrès des Métiers et du Travail du Canada non seulement le porte-parole autorisé des ouvriers canadiens sur le terrain législatif, mais également leur corps suprême exclusif sur le terrain économique. Sommes-nous assez forts numériquement et financièrement pour voguer de nos propres forces ? Nos 200,000 membres — dont plus de 160,000 étaient en règle à la fin du dernier exercice fiscal — pourraient-ils tenir tête aux assauts d'une partie du patronat qui, sachant que nous n'avons plus derrière nous les quelque cinq millions de membres de la Fédération Américaine du Travail, en profiteront pour déclencher une nouvelle et plus formidable offensive que jamais ?

Il est beau de faire du sentiment, mais la dure réalité doit être envisagée froidement avant de risquer le tout pour le tout. Loin de moi l'idée que cela n'arrivera pas un jour. Tôt ou tard, le Congrès des Métiers et

(Suite à la quatrième page)

La qualité prime tout

THÉ
"SALADA"

20F

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

LA "B. & S. W. UNION" AUGMENTE SA PRIME

L'union internationale des travailleurs en chaussures est une des plus importantes affiliée à la Fédération Américaine du Travail. Elle compte dans ses cadres plus de 60,000 membres, tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Tout le bien-être qu'elle a procuré jusqu'ici à ses adhérents depuis sa fondation, il y a déjà plus de 40 ans est incalculable. Elle eut à faire face à toutes sortes de rivalités qui certainement retardèrent sa progression. Toutefois, sous la direction d'hommes habiles tels que John Tobin, Clovis Loveley, anciens présidents et aussi John J. Mara, président actuel il ne pourrait en être autrement qu'elle prenne l'expansion dû au rang qui lui était dévolu comme union ouvrière.

Néanmoins, l'union internationale des cordonniers est encore en butte à de sérieux problèmes à résoudre. Elle a constamment à lutter contre l'ingéniosité de certains manufacturiers dont l'ambition est de trouver des moyens arbitraires afin de diminuer les prix de fabrication, affectant les opérations et causant de ce fait une concurrence déloyale entre les employeurs et dont les ouvriers subissent la répercussion. Afin de pouvoir continuer à payer les bénéfices de décès aux héritiers de ses membres, lesquels bénéfices étaient de \$200 en 1925 et qui sont montés à \$300 en 1934; l'union se voit donc dans l'obligation d'augmenter la contribution de 35 sous par semaine au lieu de 25 cts c'est-à-dire une hausse de 10 sous par semaine à partir du 1er janvier dernier, afin d'être en mesure de rencontrer les bénéfices en décès qui se sont élevés au cours de 1938 à \$20,800, en plus de la somme de \$1,900 qui a été payée aux familles des membres du local 249 de Montréal. Cette somme importante ajoutée aux autres obligations de l'union internationale prouve donc l'utilité d'une contribution plus élevée.

BELLE FETE DES DAMES AUXILIAIRES DES WAGONNIERS

Dans les derniers jours du mois de décembre 1938, la Loge Loyal Star des dames auxiliaires des wagonniers d'Amérique procédait en la salle de l'Auditorium au dépouillement de l'arbre de Noël aux enfants des membres des wagonniers. Le père Noël était personnifié par M. Lucien Denis, président de la Loge Terminal No 72, lequel distribua à plus de 300 tout-petits des jouets et bonbons.

Un succès éclatant fut remporté grâce au gracieux concours de nombreux artistes parmi lesquels on remarquait Mme Gagnon avec douze de ses jeunes élèves; les frères Letendre; Mlles Moreau et William.

Parmi les invités d'honneur on distinguait M. et Mme Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal; M. et Mme L.-A. Beaudry, vice-président général de la Fraternité des wagonniers; M. et Mme Joseph Tremblay; M. et Mme Alfred Mathieu, respectivement président des loges 234 et 606; M. et Mme Cyprien Miron, conciliateur du ministère du travail; M. et Mme D. Ratelle, secrétaire du local 606; Ben Drolet, chroniqueur du "Monde Ouvrier".

Plusieurs prix de présence furent tirés au sort. Mme Georges Gauthier, présidente du comité de la fête remercia tous ceux qui de près ou de loin contribuèrent au succès de cette fête. Mme Gaston Vincent, présidente de la loge Loyal Star No 27 profita également de l'occasion pour remercier les wagonniers ainsi que le "Monde Ouvrier", pour la bonne publicité qu'il a donnée aux loges des wagonniers, au cours de l'année 1938. Mme Vincent souhaite aussi à tous, ses meilleurs vœux de bonheur, de joie et de prospérité, à l'occasion de la nouvelle année.

BONNE FIN D'ANNEE DES OUVRIERS DU PRELART

La dernière réunion de l'année de l'union des ouvriers du prelart local 600, tenue mercredi le 28 décembre a été remplie de suggestions pour continuer la campagne de recrutement de tous les ouvriers de cette catégorie travaillant aux divers plans de la Dominion Ojcloth Co. au cours de l'année 1939. On sait que la compagnie en question occupe deux plans à Montréal et un à Farnham.

Le confrère Luc Hébert était au fauteuil, assisté du nouveau vice-président, S. Hurtubise. Le secrétaire F. Dumont, donna lecture d'une volumineuse correspondance émanant du président général, M. S.-B. Hoffman, du secrétaire-trésorier G.-V. Fay et du directeur du district canadien Bert Leavens, traitant d'un changement de paiement de cotisation mensuel tel qu'existant actuellement et le substituant en celui d'un paiement hebdomadaire de 25 sous. Il a été admis que ce nouveau système avait été suggéré par un grand nombre d'unions afin d'être soumis à un vote referendum des membres; les membres du local 600 de Montréal, après mûres réflexions n'ont pas cru bon d'y accéder.

La seconde question est que l'union internationale était prête en tout temps à donner son appui au local 600. On attend la visite du confrère Leavens vers la mi-janvier, lequel confèrera avec les officiers des locaux 302 des rembourreurs et 600, au sujet de la coopération que l'union internationale doit accorder à ces locaux en cas de grève ou autres circonstances graves.

Le département de l'éducation recommande que les membres se fassent un strict devoir de faire une étude de la constitution ainsi que d'assister aux conférences qui sont données par les dirigeants du Travail Organisé et aussi en lisant des ouvrages traitant des questions sociales et sur maints problèmes qui se posent à l'attention des ouvriers.

Le président Hervé Richard, présenta un rapport financier de l'année fort encourageant et il fut félicité de la bonne tenue de ses livres. On procédera à la prochaine assemblée du 11 courant à la mise en nomination et à l'élection des officiers pour le terme de 1939.

DANS NOS UNIONS

Les amusements sociaux chez nos ouvriers se termineront samedi le 8 février prochain, chez l'union des travailleurs du métal en feuilles, local 116, et consistant en un concert-boucan, à la salle du café St-Jacques, 415 est rue Ste-Catherine.

Le soir précédent, c'est-à-dire le 17, aura lieu en la salle Auditorium, 375, rue Ontario ouest, le grand bal annuel des travailleurs en chaussures, local 249.

Les organisateurs de ces événements sociaux comptent sur la présence de tous les membres et de leurs amis de chaque local respectif pour y assister afin de faire un succès de ces deux fêtes.

Au cours de janvier, les locaux 72, 234 et 606 de la Fraternité des wagonniers d'Amérique procéderont à l'installation de leurs nouveaux officiers, à la suite de laquelle une fête sera organisée. Enfin, le clou de ces agapes fraternels sera le banquet annuel de l'union des compagnons barbiers, local 455, qui aura lieu lundi le 16 janvier et lors duquel on procédera à l'installation des officiers.

DANS LA CONFECTION POUR DAMES

On apprend de source quasi-officielle qu'une augmentation de salaires de cinq pour cent vient d'être accordée aux ouvriers de la confection du manteau pour dames. Selon une entente qui a déjà été conclue lors de la signature du contrat collectif de travail au mois de juillet de 1937, une seconde augmentation de gages devait être effectuée pour le 1er de janvier 1939. On rapporte qu'en dépit de la crise qui sévit un peu partout dans la

La Nouvelle Année

Par P. M. DRAPER

Président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Au début de l'année 1939, il est de mise de dire que chacun de nous aspire, et avec raison, à oublier la pensée de la lutte pour l'existence avec tout ce qu'elle comporte mais de plus désire voir l'humanité entière jouir du même avantage.

A tous ceux qui songent à ces choses, cette année 1939 qui commence est appelée à être assombrie par les nuages noirs de la dépression qui couvrent encore la majeure partie du monde. L'an dernier et les années précédentes, sans oublier les difficultés économiques dans lesquelles se débattaient tant de nos concitoyens, nous regardions l'année nouvelle qui commençait avec l'espoir qu'elle apporterait un soulagement à la situation; cette année, nous ferons de même quoique, après de si multiples désappointements, on est forcément contraint d'être moins optimiste. Il est vrai que les affaires en général montrent quelques signes de reprise, non pas tellement importants en eux-mêmes en autant qu'amélioration de la situation du chômage et du sous-emploi est concernée, mais tout de même assez pour pouvoir espérer que cette amélioration dans les affaires est l'avant-coureur des temps meilleurs auxquels nous aspirons.

L'année qui commence nous apportera tout probablement les mêmes problèmes que ceux auxquels nous avons fait face en 1938; ceux qui font partie du Travail Organisé doivent s'attendre à ce que toute leur énergie sera mise à contribution pour aider à mitiger les effets désastreux du chômage et chercher à maîtriser cette plaie sociale pour le plus grand bien de l'humanité.

L'assistance publique, sur une grande échelle, telle qu'elle est actuellement poursuivie par nos gouvernants, indique une tendance humanitaire sans précédent. Il semblerait, dès lors, que sous la poussée de cet esprit de solidarité, il devrait être possible d'orienter l'énergie intellectuelle de la nation vers la solution de ce grave problème qu'impose le chômage.

Avec nos meilleurs souhaits pour une année 1939 aussi bien-faisante et prospère que possible, je voudrais ajouter que le moyen le plus pratique de passer agréablement la prochaine année est de prendre la ferme résolution de contribuer autant que possible au bien-être des moins fortunés d'entre nous. Il importe aussi de souhaiter qu'un jour viendra, qui n'est pas loin, espérons-le, que le premier de l'an sera une véritable nouvelle année pour tous les Canadiens, ceux-ci étant alors définitivement débarrassés de toute appréhension relativement à leur avenir économique.

confection, les salaires dans cette industrie sont excellents. Les intéressés reconnaissent que ceci est dû à l'union internationale qui a réussi à maintenir les avantages qu'elle avait obtenus aux ouvriers et ouvrières et cela avec un accord parfait avec les patrons et sans que l'union ait eu à recourir à la grève.

Concernant cette industrie, il est question que le premier ministre de la province, l'hon. Maurice Duplessis, recevra le 11 du courant les représentants des manufacturiers et des ouvriers de la robe pour discuter de leur convention collective de travail qui a été conclue le printemps dernier entre les parties intéressées. Après avoir été une première fois publiée dans la Gazette officielle de Québec cette convention collective ne fut jamais mise en vigueur et jamais sanctionnée par le gouvernement.

Il appert qu'il serait question de discuter une ordonnance réclamée dernièrement à l'Office des salaires raisonnables, par cinq manufacturiers de la robe en dépit des protestations soulevées par l'association patronale et les ouvriers qui consentiraient plutôt à la passation d'un contrat collectif. On prétend qu'une forte opposition se prépare contre ce nouveau projet.

M. ARTHUR MARTEL INVITE DU CONSEIL FEDERE

Le président de la Fédération provinciale du travail, le confrère Arthur Martel fut royalement reçu par le Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis. On sait que M. Martel était l'invité d'honneur du Conseil mardi le 27 décembre dernier; chaleureusement applaudi. M. Martel s'appliqua à expliquer les difficultés rencontrées lors de la création de l'organisme qu'il représente. La Fédération dit-il, est appelée à progresser en dépit des obstacles semés sur sa route, parce que le but qu'elle poursuit est grand et noble, elle cherche à améliorer les conditions de vie de tous les travailleurs en général et de toutes les classes de la société qui sont solidaires les unes des autres. La collaboration de tous les ouvriers organisés est nécessaire déclara M. Martel. La situation des travailleurs

est pire qu'elle n'a jamais été. Il traita des contrats collectifs qui sont modifiés sans même que les intéressés soient consultés. Il cita le fait que les professionnels à cause de l'éducation qu'ils reçoivent ne sont pas sympathiques aux organisations ouvrières. En tout cas, nous devons tout de même nous grouper. En terminant M. Martel prêcha la coopération et invita les ouvriers à s'organiser, car dit-il, c'est l'unique moyen d'assurer le bien-être des classes laborieuses. Il invita aussi les délégués à participer à la délégation qui se rendra au parlement provincial le 25 courant présenter les résolutions adoptées au congrès de Saint-Hyacinthe. Le président Fleury remercia l'orateur en termes élogieux.

Au début de la séance, sous la présidence de M. Omer Fleury, assisté des vice-présidents Albert Lamonde et Michel Walsh. Le secrétaire Jos. Matte a été autorisé à écrire au président de la Commission des Liqueurs pour le remercier de s'être rendu à la demande de l'union des employés de tavernes, local 790, pour la fermeture des tavernes à onze heures la veille de Noël et du Jour de l'An, afin de permettre aux employés de ces établissements de participer aux offices religieuses.

Une créance de la Fraternité des wagonniers, local 217 a été reçue et désigne les délégués suivants pour la représenter au Conseil: Jos. Genest, L. A. Martin, Albert Bilodeau et Richard Rousseau.

VOTRE FILS INCONNU

Nous dirons à chaque homme d'affaires qui a la bonne fortune d'avoir un fils: "Donnez-lui une chance de montrer ce qu'il peut faire lui-même.

N'essayez pas de le rendre semblable à vous. Souvenez-vous de votre jeunesse et de la façon dont vous avez été tenu en tutelle par votre père et par d'autres hommes plus âgés.

"Appréciez les aptitudes de votre fils. Donnez-lui une chance de développer son propre point de vue. Facilitez-lui le succès.

"Et ne pensez pas que parce que votre fils est différent de vous, il a tort. Il peut avoir raison. Etudiez et appréciez votre FILS INCONNU. — *L'Indépendant*.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

Le chantage du communisme

Par JACQUES BERNARD
dans "l'homme libre".

Il y a une mode dangereuse qui est en train de s'établir, grâce à la connivence de certains hommes publics qui seraient mieux de peser leurs mots et leurs actes avec un soin plus scrupuleux...

Y a-t-il du communisme dans Québec?

Disons d'abord que c'est une assez mauvaise habitude qu'on a prise depuis un certain temps, encore qu'elle favorise les gens dont le vocabulaire est pauvre, de désigner par communisme une foule de choses qui ne le sont que de fort loin, d'affubler du titre de communisme des personnes et des manifestations qui ne s'en approchent que par une communauté de pensées plus que vague.

Aux yeux de certaines gens, et elles sont de plus en plus nombreuses, serait communiste toute personne qui croit que tout ne va pas pour le mieux dans le monde que nous habitons et qu'un changement de régime s'impose. Communiste celui qui ose dire qu'il est injuste de maintenir tout un peuple dans une scandaleuse pauvreté. Communiste, celui qui ose prétendre que notre société a tout à perdre de loger ses membres dans des taudis. Communiste celui qui revendique les droits de la classe pauvre à une sécurité, à une aisance moins éphémère. Communiste toute personne qui croit et dit qu'à moins d'une changement radical dans le monde de recrutement de nos hommes publics et dans le genre de responsabilité qu'ils détiennent, il n'y a aucune espérance possible de s'en tirer.

Mais en dehors de ces gens qui ne sont pas plus communiste que vous et moi, qui ne font que répéter en termes parfois beaucoup moins forts les formelles dénonciations du régime actuel et du libéralisme économique prononcées par le Saint-Père, par le Cardinal, par toutes nos autorités religieuses, existe-il des communistes dans Québec?

Si vous entendez par communistes des gens qui ont étudié le "Capital" de Karl Marx, les oeuvres d'Engels et de Lenine, dont les théories tendent à l'instauration d'un régime complètement socialisé, où il n'y aurait qu'un seul grand propriétaire, l'Etat, et où selon l'expression consacrée, "chacun recevrait selon ses besoins après avoir donné selon ses aptitudes", je dis que ces hommes-là sont très rares dans Québec, qu'on peut les compter sur les doigts de la main et que l'utopie même qu'ils prêchent, dans l'état actuel des esprits, en égard au niveau social de notre peuple, n'ont pour les cinquante prochaines années qu'assez peu de chances d'être pris au sérieux.

Mais si vous entendez par communistes des hommes aigris, mécontents, insatisfaits, à qui la vie n'a rien donné de ce à quoi ils étaient en droit d'en attendre et qui, ceci est une condition essentielle, seraient prêts à faire sauter la machine avec tout ce qu'il y a dedans, sous le prétexte qu'ils n'ont rien à perdre dans un bouleversement, je dis que dans Québec, ces gens-là sont plus nombreux qu'on ne le croit....

Cette menace durera

Tant et aussi longtemps que nous ouvriers travailleront comme des parias à des salaires de famine, tant et aussi longtemps que le gouvernement de Québec par exemple se croira autorisé à se maintenir au-dessus des lois naturelles et à payer à des hommes pères de famille, chargés de responsabilités coûteuses, des salaires, manifestement inférieurs et à la valeur du travail accompli et à leur charges normales, tant et aussi longtemps que sera maintenu le désordre dans les professions, l'anarchie dans les affaires, la malhonnêteté légalisée de la finance, l'emprise cruelle du trust sur notre vie économique, aussi longtemps il y aura des hommes mal dirigés sans doute, mal au courant des vrais remèdes, pour chercher dans un bouleversement, le soulagement à leur misère. C'est là et pas ailleurs que réside le vrai danger de bouleversement social chez-nous.

Nous avons entendu depuis 1930 des conférences fort instructives au point de vue documentation, et en grand nombre sur le communisme et le régime soviétique. On nous a appris du haut des tribunes les plus respectées et sans aucun doute les plus respectables à craindre la menace communiste. Il est étrange que si rares aient été les occasions où on a cherché à fustiger le régime social qui déclenche cette tempête sur l'ordre.

Le rôle de M. Duplessis

Il n'y a pas à s'étonner qu'un Duplessis par exemple, avocat plus finaud qu'intelligent, ait fait son cheval de bataille du communisme, après de si illustres exemples. Mais il y a à se choquer quand on songe que disposant de la seule machine qui peut en faire oublier jusqu'au nom, du seul organisme de corriger jusque dans leurs tréfonds, les vices du régime, capable de mettre ordre à la tourbe des exploités éhontés qui s'engraissent de la maigreur de nos foules et qui ne font de bonnes affaires qu'en autant qu'ils accroissent la misère de nos gens, n'ait rien trouvé au fond de ses méninges ratatinées, que la pauvre loi du cadenas.

La loi du cadenas

Je ne veux pas méconnaître ce qu'il pourrait y avoir d'intéressant, dans une loi du cadenas qui en définitive vaut mieux que le retrait opéré par M. Lapointe de l'article 98 du code criminel. Mais il y a dans cette loi un tel vice de forme qui ouvre la porte à de tels abus qui peut couvrir toutes les petites venéances d'un politicien mesquin — je veux parler de l'absence de définition du délit visé — que je redoute un tel texte quand il est aux mains d'un tel procureur général. Corrigé, muni d'une définition, moins laissé à l'arbitraire, ce texte pourrait arriver en douze ou quinze lieu dans un plan de guerre au communisme. Mais avant tout, corrigeons le social, que le métier soit à l'abri du premier exploitateur venu, que les hommes soient assurés de leur gagne-pain, de leur avenir pour eux et leur famille et là, vraiment, le travail sera fait.

Cessons ce chantage au communisme. Aux yeux des gens intelligents cet acte qui, Dieu merci, n'est le fait que d'un petit nombre, peut-être plus aveugles que malintentionnés, nous fait passer pour une poignée d'imbéciles.

Pour ma part, et c'est par là que je veux terminer, aussi longtemps que dix pour cent de la population vivra de secours directs, que trente mille familles, rien qu'à Montréal, croupiront dans des taudis épouvantables, comme en a décrit Boisseau au cours de cette enquête qu'on a commencé de lire dans "L'Homme Libre", aussi longtemps que nos pauvres seront misérables, aussi longtemps que toute la fortune publique sera aux mains d'un petit groupe d'étrangers et que la porte de l'avenir sera fermée aux miens, dans la maison de leur propre père, je traiterai de farceur et d'imposteur celui qui pouvant faire quelque chose pour remédier à cette situation s'amusera à semer la panique en criant au communisme alors que ma conviction est faite que c'est celui-là même qui en est le plus actif, le plus fécond, le plus assidu recruteur.—L'Homme Libre.

RETRAITES ET NOMINATIONS AU CANADIEN NATIONAL

Trois haut fonctionnaires du Canadien National prennent leur retraite à la fin de l'année, est-il annoncé au siège social de la compagnie. Après avoir rendu hommage à la compétence et à la loyauté de ces fonctionnaires, M. S.-J. Hungerford, président du Conseil d'administration et directeur général du Canadien National, et M. N.-B. Walton, vice-président directeur de l'exploitation, ont annoncé les noms de leurs remplaçants. Le président a aussi annoncé la création d'un nouveau service, celui des recherches et du développement.

Les retraites et nominations sont les suivantes: M. W.-A. Kingsland, vice-président de la région centrale, est retraité avec pension. M. F.-L.-C. Bond, gérant général de la région centrale, conserve ce poste et est de plus promu vice-président avec bureau à Toronto.

M. C.-G. Bowker, vice-président et gérant-général des Grand Trunk Western Lines (filiale du Canadien National), est retraité avec pension. M. F.-D. Fitzpatrick, ingénieur en chef, est nommé gérant général de ces lignes avec bureau à Détroit.

M. W.-J. Black, directeur du service de la colonisation et de l'agriculture, prend sa retraite. M. J.-S. McGowan, assistant directeur du service, en devient directeur, avec bureau à Montréal.

M. S.-W. Fairweather, directeur du service de l'économie, est nommé chef du service des recherches et du développement. M. Fairweather conserve la di-

Index des unions ouvrières Labor Unions Directory

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec.-Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

rection de son ancien service et s'occupera de plus d'étudier, de concert avec les autres services, toutes les questions qui intéressent le réseau.

M. W.-A. Kingsland est l'un des hommes de chemins de fer les mieux connus au Canada et aux Etats-Unis. Né à New-York, il débuta dans les chemins de fer avec le Delaware, Lackawanna and Western Railroad, passa ensuite à l'emploi du New-York Central et entra au service du Grand Tronc en 1901. Organisateur remarquable il fut rapidement promu et pendant la guerre fut mis en charge du transport du premier contingent canadien. En 1923, il fut nommé adjoint du gérant général de la région centrale, puis fut nommé successivement gérant général et vice-président. Son successeur, le major F.-L.-C. Bond, est un Montréalais diplômé du McGill. Il débuta au Grand Tronc dès sa sortie de l'Université et acquit une vaste expérience ferroviaire comme ingénieur. Il fit la guerre avec le 10e bataillon, Canadian Railway Troops et, à son retour, fut nommé ingénieur en chef du Grand Tronc. En 1924, il fut nommé surintendant général du district de Montréal et, en 1936, gérant général de la région centrale avec bureau à Toronto.

M. C.-G. Bowker débuta dans les chemins de fer comme télégraphiste et finit comme vice-président. Il est né à Medford, N. J., en 1871 et entra au service du Grand Tronc en 1900.

M. P.-D. Fitzpatrick qui succéda à M. Bowker comme gérant général est né à Springfield, Ill., en 1878. Il débuta dans les chemins de fer en 1901 et entra au service du Grand Trunk Western en 1913. En 1918 il fut nommé ingénieur en chef du Vermont Central et lors de l'inondation qui détruisit plus de 90 milles de voies de ce réseau il accomplit un exploit dont on parle encore dans les milieux ferroviaires: en quatre vingt dix jours il construisit la ligne y compris 21 ponts. Ramené à Montréal pour travailler au plan du terminus de cette ville M. Fitzpatrick fut nommé, deux ans plus tard, ingénieur en chef du Grand Trunk Western.

M. W.-J. Black, directeur de la colonisation est né à Dufferin County, Ont. en 1872. Après de brillantes études universitaires il entra dans le fonctionnarisme et fut successivement sous-ministre de l'Agriculture du Manitoba, président du Collège d'agriculture de cette province, commissaire de l'agriculture pour le Canada, président du Soldiers' Settlement Board et sous-ministre de la colonisation il prit la direction de ce service en Europe. En 1925, il fut nommé directeur général à Montréal.

M. J.-C. McGowan est né à Lurgan, Irlande. Il entra aux services du Canadien National à Londres, dans le service de la colonisation, en 1924. Nommé ensuite dans l'Ouest, il vint à Montréal en 1930, avec le titre d'adjoint du directeur du service de la colonisation.

M. W.-S. Fairweather est né dans les Provinces Maritimes, mais il a été éduqué à McGill. Il acquit une précieuse expérience des chemins de fer au ministère fédéral des chemins de fer avant d'entrer à l'emploi du Canadien National, en 1923, comme adjoint du directeur du service de l'économie. En 1917 il travailla à la construction du Pont de Québec avec le titre d'adjoint de l'ingénieur en chef.

Avis des présentes donné que BLANCHE ANNA BOUSQUET de la Cité de Montréal, Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa prochaine ou prochaine session, pour un Bill de divorce de son mari, ARTHUR HOYT PEPIN, cultivateur, de Granby, Province de Québec, pour cause d'adultère et d'abandon.

Daté à Montréal, ce 21e jour de décembre, 1938.
Crankshaw, Gaboury, Almond & Cerini,
Procureurs de la Requête.
507 Place d'Armes
Montréal

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at l'Assistance Publique Hall, 460 Laguchetière St. East, President Raoul Trépanier, 1153 St. Denis; Corresponding-Secretary, J. E. Gariépy, 11 St. Paul West; Vice-Présidents: Pierre Lefèvre, Room 10, Monument National, and J. Cupello, 415 St. Catherine East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois. Président, J.-W. Blaquière, 4247 St-Zotique, CL. 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, Dorion, AM. 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUISIERS D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—Président, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8hr, du soir au Monument National, chambre 10.

Unions locales affiliées.
U. L. 134, s'assemble tous les lundis au Monument National, chambre 11.
U. L. 178, s'assemble les 1er et 3e jeudi, au Monument National, chambre 10.
U. L. 1127, s'assemble le 2e et 4e lundi, au Monument National, chambre 15.
U. L. 1244, s'assemble le 2e et 4e jeudi, au Monument National, chambre 15.
U. L. 1360, s'assemble le 1er et le 3e lundi, à 4030 Notre-Dame ouest.
I. U. 1375, s'assemble le 1er lundi du mois, 159-lère Avenue, Lachine.
U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi du mois, 1651, rue Letourneau.
U. L. Membres Associés, s'assemble le 2e mardi seulement, au Monument National, à la chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1909 Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1508 Darling; secrétaire archiviste, Pierre Lefèvre, 1182 blvd St-Laurent, chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6563 de Lanaudière, CH. 8904; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316 Gifford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Z. Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soirs de chaque mois au Monument National, 1182 blvd. St-Laurent.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, Loge Ste-Marie No. 234. — Assemblées régulières les 2e et 4e vendredis, salle de l'Assistance publique, 458 Laguchetière E. Président, A. Mathieu, 2348 Chapleau, CH. 6150; vice-président, Roméo Delage, 4557 Garnier, AM. 4018; secrétaire archiviste et correspondant, Alcide Montpetit, 2148 Davidson, FI. 5986; secrétaire financier, R.-B. Lamarche, 4505 Delorimier; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 rue Aylwin, AM. 1880; guides: O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tassé, 2046 rue Omer, Longue Pointe, CL. 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5093, 5e Avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e Avenue, Rosemont; maître de cérémonies, T. J. Smith, 5501-11e Ave. Rosemont; Comité local de protection: président, N. Vallancourt, 2494 rue Rouen, FI. 5560; secrétaire du comité, N.-J. Limoges, 3973 St-Catherine est, AM. 0471. Membres du comité: P. Nolet, 7350 rue St-Hubert, CH. 6200; D. Allaire, 1833 St-Germain, FI. 3379; Joseph Gour, 1979 Gauthier AM. 9177; Alfred Gauthier, 2105 rue Préfontaine, FI. 1562; auditeur: E. Deniger, 2402 Chapleau; D. Roy, 4602 Cartier; D. Laporte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: F. Dubuc, 2696 rue Orléans.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790. Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, tél.: LA. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. — Local 349.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 500 Congrégation, Fitzroy 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boiselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621 Colonial; Clovis Gullbeault, 5614 Delorimier; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Joseph Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Belland, 6389 blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président, Paul Métayer, 1468 Dorion; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKereher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7092; sentinelle, André Bouchard, 5835 Christophe-Colomb. L'exécutif s'assemble le 2e et 4e mardi de chaque mois, à 1331A Ste-Catherine Est. Président, D. Donaldson, 308-9e Avenue, Pointe-aux-Trembles; vice-président, Ovide Drolet, 4104 Bordeaux; secrétaire, N. Poirier, 2137 Champlain.

A bâtons rompus

(Suite de la première page)

que les autres par la crise. Cela vaudrait assurément mieux que ce futur éléphant blanc de jardin botanique, — qui a jamais entendu parler de l'utilité d'un jardin botanique sous un climat rigoureux comme le nôtre et à qui cela va-t-il servir? — des lacs en miniature, voire même les travaux de l'île Sainte-Hélène. Comme moyen d'exercer du patronage, c'est justement l'article; mais comme utilité publique, c'est plutôt secondaire, du luxe dont on pouvait se passer, tandis qu'il y a tant de travaux de grande urgence qu'on aurait pu accomplir.

Et dire que ce sont ces mêmes bonshommes qui osent parler de mettre la ville de Montréal en tutelle! Pourquoi pas plutôt la province?

* * *

Il paraît que l'assessement a été prélevé des industries et autres occupations assujetties aux Ordonnances de l'Office des salaires raisonnables sera de un tiers de un pour cent, au lieu de un pour cent ou d'un demi de un pour cent, tel que décidé antérieurement; de plus, les salaires au-dessus de \$3,000 par année seraient exemptés de l'assessement. Non, mais franchement, avez-vous jamais vu ou entendu parler d'un gouvernement de tâtonneurs comme le nôtre? Des décisions sont prises à l'emporte-pièce suivies d'exemptions sans rime, ni raison. Pourquoi ne pas étudier un projet avant de le mettre à exécution, ne pas consulter les intéressés?

Lorsque des objections ont été faites sur le prélèvement de un pour cent de la liste globale des salaires, on y répondit en invoquant la raison que les frais d'administration de l'Office des salaires raisonnables devaient être supportés par les intéressés — ce qui est une grosse erreur d'économie politique, pour commencer — seulement on a oublié ou plutôt on ne s'est pas donné la peine de calculer même à peu près ce que coûterait cette administration. On avait pourtant une idée du montant approximatif par ce que la défunte Commission du salaire minimum coûtait à la province — une trentaine de mille dollars au plus. Il est vrai que ce n'était pas une vache à lait pour les amis des amis des parents des favoris du gouvernement. On estime aujourd'hui que les frais d'administration s'élèveront à quelque \$500,000 par année. Alors pourquoi a-t-on réclamé davantage?

Nous avons maintenu qu'un prélèvement de un pour cent rapporterait environ \$5,000,000 par année, soit dix fois plus que le montant nécessaire. Avec un demi de un pour cent, le revenu aurait été de \$2,500,000; alors avec le tiers de un pour cent, cela rapportera combien? Beaucoup plus que le nécessaire. Où ira la différence? Silence sur toute la ligne.

LE R. F. LAJOIE, S. J., UN ANCIEN TYPO A LA PRESSE, EST DECEDÉ

Le R. F. Georges-Wilbrum Lajoie, s.j., est décédé le 29 décembre, au Sault-au-Récollet, au noviciat des jésuites, où il était portier. Le regretté défunt, qui était très estimé par la communauté, était un ancien typographe attaché pendant de longues années à la composition de la "Presse". Il était né le 6 octobre 1876. Devenu veuf, il était entré chez les jésuites comme frère coadjuteur. Il avait un fils, le R. F. Gérard Lajoie, s.j., frère coadjuteur jésuite; un autre fils, frère de Saint-Gabriel, et une fille, chez les Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Le frère Lajoie était un membre en règle de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, qui lui payait une pension depuis plus d'un an et à laquelle il s'intéressait toujours, parce qu'il disait tout dernièrement qu'il ne pourrait jamais trop reconnaître les services qu'elle lui avait rendus.

Aux funérailles, lundi dernier, l'Union était officiellement représentée par son président, le confrère J.-W. Blaquière, et M. Victor Trempe, de la "Presse". R. I. P.

La crainte, commencement de la sagesse.

"Naturellement je n'aime pas les unions pour elles-mêmes. Je prends seulement le monde et les gens comme ils sont. En me plaçant uniquement au point de vue de l'entrepreneur, je préférerais commander à des esclaves. Mais les ouvriers d'aujourd'hui ne sont plus des esclaves, mais des gens impressionnables avec des idées et des sentiments personnels. Ils ont su en plus se réunir et s'organiser, ce sont des faits dont je tiens compte. Mais ce sont aussi des faits devant lesquels je m'incline volontiers pour cette raison qu'il est plus facile de négocier avec des ouvriers organisés qu'avec des ouvriers non-organisés." — Sir Hugh BELL.

QUELLE EPOQUE!

— Vous avez commis tout seul ce cambriolage?

— Oui, mon président. A notre époque, il est si difficile de trouver un associé honnête.

L'organisation ouvrière au Canada

(Suite de la première page)

du Travail deviendra le corps dirigeant des ouvriers canadiens avec ses unités locales industrielles et de corps de métiers, mais pour être durable et forte, cette évolution devra se faire progressivement et comme suite à de nombreux pourparlers et négociations afin de sauvegarder les droits acquis de nos membres.

Si mes informations sont exactes, il paraît que lors de la prochaine assemblée de l'exécutif de la Fédération Américaine du Travail, qui aura lieu vers la fin du mois, il serait décidé qu'à l'avenir les chartes des Conseils des Métiers et du Travail au Canada seraient émises exclusivement par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada. C'est avec satisfaction que le Travail Organisé enregistrera cette décision, qui n'est que juste. C'était d'ailleurs un des points de l'entente intervenue entre ces deux corps en 1913 mais qui avait été renversé lors de la dernière convention de la Fédération. Personnellement, j'ai maintenu, depuis toujours, que les Conseils des Métiers et du Travail étant simplement des corps législatifs, c'était au Congrès des Métiers et du Travail du Canada de leur accorder leur charte; j'ai même été plus loin: j'ai maintenu — et les circonstances semblent me donner raison — que pour aucune considération la Fédération Américaine du Travail ne devrait accorder une charte à un conseil central au Canada, même lorsque celui-ci en détient déjà une du Congrès; c'est un double emploi qui n'a pas sa raison d'être; de plus, cela peut créer un danger, une fausse situation, une rivalité, comme ce qui est arrivé à Hamilton, Ontario, l'a suffisamment démontré.

Un autre point qui devra être décidé une fois pour toutes, avant longtemps, c'est celui de l'émission de chartes aux unions fédérales. Actuellement, les organisateurs de la Fédération Américaine du Travail, lorsqu'ils forment une nouvelle union locale — non affiliable à une union internationale — font la demande d'une charte fédérale à la Fédération. C'est assez naturel, puisque c'est elle qui paie leur salaire. Par contre, lorsque c'est le comité d'organisation ou un officier d'un Conseil des Métiers et du Travail qui organise une nouvelle union, la demande d'une charte est généralement faite au Congrès, donc nouvelle dualité.

Nous estimons que le Congrès des Métiers et du Travail devrait être le seul corps qui émette des chartes aux unions fédérales au Canada, tout comme c'est encore lui qui devrait avoir juridiction sur les unions locales d'un corps de métier lorsque les quartiers généraux ne désirent pas avoir des membres au Canada. Comme il y en a un certain nombre dans ce cas, une solution s'impose.

On s'objecte, en certains milieux, à cette manière de voir, en invoquant le fait que le Congrès des Métiers et du Travail n'est pas outillé pour faire ce travail d'organisation. Ce n'est pas une objection sérieuse, car tout ce qu'il a à faire, c'est de s'outiller en conséquence; il faudrait créer un département d'organisation et de propagande, engager des organisateurs, et pourquoi pas?

Cette manière de voir est d'ailleurs partagée par nombre d'autres, car pas moins de huit résolutions traitant de ce sujet furent soumises au congrès de Niagara Falls; elles furent remplacées par un substitut préparé par le comité des résolutions et qui fut adopté, se lisant comme suit:

Attendu qu'il y a encore des milliers d'ouvriers qui ne sont pas organisés au Canada; et attendu qu'une concentration bien organisée de toutes les forces d'organisation, entreprise par les diverses unions internationales donnerait des résultats plus que substantiels; et attendu qu'une telle action concertée en vue de l'organisation des non organisés infuserait une vie nouvelle dans nos unions existantes, et aiderait à relever le niveau de vie d'innombrables milliers de travailleurs. En conséquence, qu'il soit résolu, que le Congrès des Métiers et du Travail se déclare en faveur de l'organisation des non organisés et que le Conseil exécutif prenne toutes les mesures nécessaires pour rendre ceci possible, renforçant ainsi le mouvement ouvrier organisé au Canada.

Le Conseil exécutif a donc tous les pouvoirs voulus pour faire de l'organisation; il faut qu'il marche de l'avant; s'il doit inaugurer, qu'il inaugure. Le nombre des inorganisés est encore beaucoup trop fort. Il y a moyen d'en organiser un grand nombre; mais une fois qu'ils seront organisés il faudra en prendre soin. C'est toute une campagne d'éducation qui doit marcher de pair avec le travail d'organisation. Si nous voulons être réellement forts et continuer à jouer le rôle prépondérant qui nous est destiné, nous ne pouvons nous arrêter en chemin. Que 1939 soit une année d'organisation et d'éducation. Nous le pouvons si nous le voulons, mais encore faut-il prendre les moyens d'en faire un succès.

SOCIUS.

CRISE D'ADAPTATION

Lors d'un dîner récent du club Kiwanis, le conférencier disait que la crise présente est plus que toute autre chose une crise d'adaptation et que le vrai remède consiste à utiliser à bon escient notre capital humain.

Comme nous voyons bien toute la vérité de cette réflexion, comme nous en saisissons toute l'opportunité lorsque nous nous arrêtons à penser à cette foule de gens nés pour être des cultivateurs et qui aujourd'hui végètent dans nos villes! Ils ont manqué, pour la plupart, de s'adapter aux conditions de vie de nos grands centres urbains, conditions si différentes de celles de nos centres agricoles, de nos vieilles paroisses rurales.

Ils n'ont guère pu, pour la plupart, trouver un emploi régulier et rémunérateur qui leur permit de donner à leur famille une vie convenable. Mais ils ont dû, n'ayant plus rien à la campagne, rester à la ville et continuer d'y mener une existence précaire.

La colonisation, fortement encouragée par l'Etat, leur offre aujourd'hui l'occasion unique de retourner à la vie rurale. Auront-ils la volonté de s'y ré-adapter? Voudront-ils rompre avec des habitudes néfastes, cesser de croire qu'avant longtemps les choses deviendront meilleures

et qu'ils pourront bientôt se faire une existence agréable?

Pourtant l'expérience pénible du passé devrait leur dicter une ligne de conduite. Ils sont venus en ville bien convaincus qu'ils pourraient y vivre mieux que chez eux, y travailler constamment, à meilleur salaire. Leur espérance a été trompée, souvent dès le début.

Depuis, la population a crû plus rapidement que les besoins de main-d'oeuvre; on aurait tort d'espérer en une amélioration qui ne se fait que lentement sentir. La solution qui s'impose à tous nos ruraux malheureux en ville, c'est donc de ne pas s'entêter plus longtemps. La vie des villes n'a pas voulu d'eux; pourquoi voudraient-ils toujours l'adopter? Qu'ils décident donc enfin de revenir à la terre: elle les accueillera comme une bonne mère accueille ses fils un jour égarés.

Anciens cultivateurs, le sol vous appelle! Répondez-vous à son invitation?

J.-B. LANCTOT.

DEPENSE INUTILE

— Tu me reproches mes frais de toilette, mais toi tu fais bien aussi des dépenses inutiles.

— Et lesquelles, je te prie?

— Il y a cinq ans, tu as acheté un extincteur d'incendie et nous ne nous en sommes jamais servis.

MES PIEDS SONT DE VRAIS BLOCS DE GLACE
— J'AI SENTI MA TÊTE BRÛLER —
L'AFFREUSE GRIPPE ME TRACASSE —
C'EST ASSEZ POUR VOUS ALARMER.

VOICI LE CITRON, L'EAU BOUILLANTE
ET LE SUCRE (POUR LA DOUCEUR),
MAIS LA PONCE N'EST BIENFAISANTE
QU'AVEC DU "JOHN DE KUYPER"

GIN
De Kuypier

10 onces 90c.
26 onces \$2.00
40 onces \$2.80

Distillé et embouteillé au Canada sous la
surveillance directe de JOHN DE KUYPER & SON
Distillateurs Rotterdam, Hollande

MAISON FONDÉE EN 1693

Le vrai goût de Hollande a toujours distingué ce vieux gin bienfaisant
et les vrais Canadiens l'ont toujours préféré depuis plus de cent ans!

The Economic Consequences

The dismemberment of Czechoslovakia by the Munich "Peace Pact" has naturally had far-reaching economic repercussions, of which the importance is not always fully recognised. In order to obtain an accurate idea of the economic changes arising from the cession of territory, it is not enough merely to note what has been taken away from Czechoslovakia. The key to the new economic situation in South-Eastern and Central Europe lies not only in the radical weakening in the economic situation of Czechoslovakia, but also to a large extent in the economic gains of Poland, for example, which are of much greater significance—in view of Poland's industrial structure—than the expansion in Germany's industry.

Dealing with Germany in the first place, we see that she has gained, in the ceded Sudeten German areas, 28,193 square kilometres with about 3,595,000 inhabitants (representing barely 20% of the area of Czechoslovakia and 22.53% of her former population). This area provided the employment for 32.2% of all persons in industrial employment in Czechoslovakia, and contains 28% of all the power plants installed. This shows at once that Germany has obtained from Czechoslovakia considerably more in industrial capacity than corresponds to the area ceded.

Examination of certain branches of industry shows the situation to be even more disadvantageous to Czechoslovakia. The loss of the industrial belt of the North and North-East has given Germany (according to the Statistical Year Books of Czechoslovakia, whose figures represent a combination of the numbers employed and the electrical power installed) 31% of Czechoslovakia's total mining industry, 33% of her stone and earthenware industry, 72% of her glass industry, 53% of the textile and paper industries, 30% of the wood industry, 37% of the chemical industry, 28% of the leather industry, 24% of the building industry and over one-third of her power stations. In addition Czechoslovakia loses a number of smaller specialised industries, including nearly 90% of the industry manufacturing toys and musical instruments, and nearly all her world-famous spas—with the corresponding income in foreign currency which they carry with them!

But even these figures do not show the economic mutilation of Czechoslovakia to its whole extent. Nearly all the industries in the Sudeten areas were produced mainly for export, and thus provided the main source of foreign currency, which allowed the whole country, thanks to an active foreign trade policy, to make considerable economic progress, and was of great aid to the general standard of living, which must inevitably fall now as a result of the loss of this territory.

In addition, these lost industries were bound to their sites either on account of the raw materials, or by tradition or for agricultural advantages, (the Saaz hops may be taken as an example) in losing them the country is not only forfeiting part of her industry, but also a most important part of her supplies of raw materials. She loses, inter alia, nearly all the lignite fields of Northern Bohemia—the second largest deposits, after Germany's, in Europe. Out of the 18 million tons produced last year 17 millions go to Germany. In addition it looks as though Czechoslovakia will lose her most important hard coal deposits to Poland.

In the case of other industries Czechoslovakia will automatically disappear from the world market. This applies to hops, as mentioned above, and in particular to the glassware industry. Nearly all the glassware works (75% of whose output was exported) lie in the lost Teplitz lignite field; the Gablonz jewellery industry (85% of output was exported) is completely in the hands of Germany; 99% of all the china factories lie round the kaolin deposits near Karlsbad. Czechoslovakia further loses other important deposits, including the radium in Joachimstal (which has the second largest output in the world after the Katanga deposits in the Belgian Congo), and will also disappear from

the world market as a producer of steel tubing (up till now, with an export quota of 113,000 tons in the International Steel Tubing Cartel, she has been the third largest exporter, coming after Germany and Great Britain). The loss of the Mannemann works in Komotau (to Germany) and of the foundries in the Teschen area (to Poland) will render her output of steel tubing insignificant.

Germany's increase in economic possibilities is not nearly so striking as Czechoslovakia's losses. From the point of view of the Four Year Plan for making Germany independent of outside supplies of raw materials, the main gain is only the lignite—of which Germany already had more than adequate supplies. What Germany has received—and this is her main weakness—is a supplementary number of mouths to feed, as was the case with Austria. Her main gain from the strategic point of view lies in the economic weakening of Czechoslovakia, which becomes a vassal state in the economic (and political!) fields and opens up the road to the Balkans.

On the other hand, Poland, although obtaining only a relatively small area of 800 square kilometres, with about 260,000 inhabitants, has gained industrially much more, relatively speaking, than Germany has. The Teschen district (Teschen, Freistadt, Karwin and Oderberg-Bohumin) contains Czechoslovakia's most important hard coal deposits. Poland receives fifteen mines with eighteen shafts in the Ostrau-Karwin coalfield, where nearly 6½ million tons of hard coal were produced in 1937 and of which Poland has now received the lion's share. These mines are estimated to contain 3,000 million tons, and the coal is of such a high quality as Poland has never before possessed. At the same time Poland gains coking works producing about 900,000 tons, of which part used to be exported to Poland.

Even more outstanding are the foundries Poland has obtained, the most important being those of Trzyniec, which last year alone produced 450,000 tons of pig-iron, 600,000 tons of steel, 400,000 tons of semi-manufactured goods and 250,000 tons of other foundry products. As against her present output of 1,450,000 tons crude steel, Poland has extended her output by 50-70% in pig-iron and by a good 50% in crude steel, while the increase in her output of hard coal will be about 20%. On the average, therefore, Polish heavy industries have increased their capacity by from one-third to one-half. And the Oderberg-Bohumin railway junction represents a further gain of cardinal importance.

Obviously Czechoslovakia is the main sufferer from these operations, but Poland, like Germany, will have to digest her booty. In neither of the three countries concerned will these changes in the economic sphere take place without disturbing repercussions on the rest of Europe.

SECURITY FOR EVERYBODY

A bill authorizing the payment of a pension of 30 shillings (about \$7.50 a week) to every person in New Zealand who satisfies certain tests was recently introduced in the New Zealand Parliament. The Labor government sponsored the bill.

Many other points are covered by the bill. At the age of 65 every person would receive an old-age pension of 10 pounds per year, to be increased 50 shillings each year until it reached 78 pounds.

Every person would be entitled under the bill to free medical and hospital services, including special treatment, the expense to be met by the government.

Employees out of work would be paid one pound a week for adults, with an additional 15 shillings for a wife and five shillings for each child under 16 years of age.

To collect the money to pay these pensions the bill would levy a tax on every person over 16 years of age who received an income. This tax would be one shilling on every pound earned.

Prof. Quizzical Makes His First Appearance Here

In this first month of the new year — after the matter of sending greeting cards to others, exchanging unsuitable gifts and, last but far from the least, settling the bills created by the annual festive and seasonal customs — suppose each of the members of the International Unions grabs the coat lapel of his or her conscience and delves into his or her mind in an effort to ascertain just what part he or she has played in the advancement of the organization over the past twelve months.

Professor Quizzical, a retired proof-reader, whose wits are sharper than his pencil, has been listening to radios and is obsessed with the notion that he has found something. Hence this conscience-memory test. No prizes are offered, so no one will be disappointed when (and if) winners are announced. No entry fee; no purchase required; no offence intended.

Here are the queries the professor submits for contestants to ask themselves when at their leisure and in their carpet slippers:

"How many meetings of my local union have I missed attending during the last year?"

[The correct answer will be easier found if you can recall the number attended and make deduction.]

"What part have I taken in the meetings I did attend, beyond voting 'yes' or 'no'?"

[This is not to include inaudible remarks to your seat neighbor, nor appeals to the chair to be excused before adjournment "for business reasons" — ball games, auto rides, dinner dates, skating parties, as the season happens to be.]

"How many times have I expressed on the floor of meetings the sentiments I have confided to listeners after adjournment?"

[This includes open statements only; wise cracks, innuendoes, etc., barred.]

"How often in chapel or shop meetings have I voiced the objections I have uttered to shop mates during working hours?"

[This one is so simple only 50 per cent can be allowed for correct answer.]

"How many union members in my union am I really acquainted with?"

[Eliminate those working in your shop and do not list those with whom you have only a nodding acquaintance.]

"To how many nonmembers have I explained the benefits of unionism during the past twelve months?"

[This query should be given much thought even if you can not answer it correctly.]

"Do I LOOK at the official publication or do I READ it?"

[This is a pertinent question. One does not buy a cigar just to throw it away. Of course, the Union Journal is not a cigar. In case you have forgotten, it is the official publication of your International Union and tells you what becomes of the money you pay as dues, among many other things.]

"Will I give more attention to my local and the International Union in 1939 than I did in 1938?"

[Shake your conscience real hard before answering this one. Try at the same time to realize how much greater and more useful the International Union would be if all members gave to it the attention and assistance rendered by a comparative few.] — Adapted from *The Typographical Journal*.

AN EXCELLENT HISTORICAL SUMMARY

Of the Movement Miss Margaret MacIntosh of the Dominion Department of Labor Tells of Its Progress.

By BERNARD ROSE

An excellent historical summary of the trade union movement in Great Britain, the United States and Canada has been prepared by Miss Margaret Mackintosh, Chief of Library and Research, Department of Labour, Ottawa.


No one in the Dominion is so well qualified to compile this information as Miss Mackintosh. The summary is an expansion of an address delivered before the members of an important conference. The information it conveys should be made known to the workers and the public interested in learning something of the genesis and early history of the movement that means so much to the economic and social welfare of all who toil. It must be quite evident to even a cursory reader of the Summary that Miss Mackintosh has had access to sources of information available only to one who like herself has devoted the best years of her official life to research that has been of great value to the Department to which she is attached and the class it serves.

The most interesting section of the compendium is that giving the facts relating to the divisions of the movement in the Province of Quebec. Miss Mackintosh does not comment upon the changes the movement has undergone in the three countries mentioned allowing the information she so amply and authentically provides to speak for itself.

The workers are indebted to her for enlightening them by placing before them in readable form, all that the average trade unionist and his leaders would seek to learn of the progress of the different types of trades unions, and the advantages they gave the workers in their determined struggle for recognition by industry and government, and the right to bargain collectively. The best evidence of the need and value of the trade union is the existence of the Dominion Department of Labour of which the author of the Summary is so well informed and valuable an official.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER



MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

152 ANS

Brewed in Montreal
since

152 YEARS

What Prevents Labor Unity?

By DR. CHARLES STELZLE
Executive Director, Good Neighbor League

It isn't because the A. F. of L. and the C. I. O. disagree about the fundamental principles of Organized Labor.

It isn't because they disagree about the necessity for organizing industrial unions instead of craft unions in certain industries.

It isn't because they have failed to adopt resolutions at their national conventions approving peace in the labor movement.

But in spite of their agreements and their expressions of regret that the division of Labor has done great damage to the workers of America, they are both headed in exactly opposite directions, and they seem to be further apart than ever before.

What, then, prevents their getting together?

1.— Because of a false pride, which we were taught ages ago, "goeth before a fall."

2.— Because, instead of merely stating the facts, which they have a perfect right to do, they have "characterized" each other, each calling the other names which stir up hatred and contempt, and tend to separate rather than to unite.

3.— Because they have made this whole affair a personal fight, instead of considering the well-being of the great mass of the workers.

4.— Because they have refused to submit to the principle of arbitration, a principle which they demand of employers in a labor controversy.

5.— Because they do not seem to realize that their failure to agree may result in a gradual falling away of both national and local labor bodies now affiliated with the A. F. of L. and the C. I. O., ultimately forming an entirely separate organization, thus establishing a "United" labor body which will be independent of both the A. F. of L. and the C. I. O.

6.— Because they seem indifferent to the rights of the Public and Employers, as a whole, who are made to needlessly suffer, and who may some day declare — "a plague on both your houses," losing respect for "Organized" Labor, which, after a century of struggle, had been making steady progress before the present controversy was inaugurated.

No doubt there are other reasons as to what prevents labor unity, but these are as plain as a flag-staff. There is one major consideration which both groups of leaders should remember: if they fail to agree, there may be an uprising among the rank and file of the workers, in protest against the present situation, which no force at the top will be able to overcome.

BUSINESS TO BE STUDIED

Dr. Virgil Jordan, president of the National Industrial Conference Board, announced recently that a two-year study would be made, both in the United States and elsewhere, of operation and results of government economic activity and of private management.

This will be the first attempt to make a comprehensive appraisal of the relative merits of private enterprise and government control. Dr. Jordan predicted that it must be decided within a few years whether the free enterprise system is to be preserved or suppressed.

The large research staff of the Conference Board, increased for the purpose by 20 full-time specialists, with the collaboration of associated groups of technical advisers and consultants, will carry on the investigation.

Included in major divisions of the research program are:

1. The nature, development and operation of the enterprise principle in the economic organization of the United States.

2. The social and economic results and costs of private management in this country (the United States).

3. The nature, development and operation of government management in the United States and other countries.

4. The social and economic results of government management in the United States and abroad.

5. The problems and possibilities of future development and improvement in the enterprise organization.

As each section is completed, the findings will be printed in concise pocket-size pamphlets.

To deal with problems which the board regards as of primary importance, many specialists will be employed. These problems are such as unemployment, price control, relations of management and labor, industrial and financial concentration, improvement of living standards and social security.

America's decision between free enterprise and government control, Dr. Jordan stated, should be based on a full knowledge of the facts.

ONE WAY TO FIND OUT

The fat man and his wife were returning to their seats in the theatre after the intermission.

"Did I tread on your toes as I went out?" he asked a man at the end of a row.

"You did," replied the other grimly, expecting at least an apology.

The fat man turned to his wife.

"All right, Mary," he said, "this is our row."

REPORT ON WORLD JOBS

Employment of labor in 16 of the largest industrial countries rose in 1937 to the same level as in 1929.

The figures were issued by the International Labor Office with headquarters at Geneva, Switzerland. That organization represented the average number of workers employed in 16 countries of the world in 1929 by the figure, 100 per cent. It found that in 1930 employment had dropped to 92 per cent; in 1931, to 83 per cent; in 1932, to 75 per cent. At that point a rise began and in 1933 employment was 78 per cent; in 1934, 84 per cent; in 1935, 88 per cent; in 1936, 93 per cent, and in 1937, 100 per cent, or the same as in 1929.

Though the number of workers employed in 1929 and in 1937 was the same, the population of the world had greatly increased; hence the percentage of the population employed in 1937 was less than in 1929.

While the number of employees increased from 1932 onward, the number of persons without jobs also increased. In estimating unemployment the Labor Office took the number of persons out of jobs in the world in 1929 as representing 100 per cent. Then it was found that the average in 1930 was 164 per cent; in 1931, 235 per cent; in 1932, 291 per cent. Then the decrease began — in 1933, 277 per cent; in 1934, 225 per cent; in 1935, 196 per cent; in 1936, 151 per cent; in 1937, 71 per cent, which was still higher than in 1929.

In that same period the hours of labor in the 16 countries of the world were changed from 100 hours worked per week in 1929 to 88 worked in 1930, 76 in 1931 and 64 in 1932. The average then went upward to 69 in 1933, 74 in 1934, 78 in 1935, 85 in 1936 and 90 in 1937.

SOCIAL SECURITY BENEFITS

An announcement by the Social Security Board reveals that twenty-seven states and the District of Columbia since January 1, 1938, have distributed unemployment benefits to the amount of \$216,000,000.

THE REAL THING

The English mistress suspected that one of her two sons was paying attention to the maid.

Anxious to find out which one, she said to the girl:

"Mary, supposing you had the chance to go to the movie with one of my two sons, which one would you choose?"

"Well," replied Mary, "it's hard to say, for I've had some good times with both of them, but for a real rollicking spree, give me the master!"

Keeps Tab on Work Hours

Revival of the economic activity that occurred in 1937 in practically all the countries of the world led not only to a return to normal hours of work in most countries, but to an increase in many of them in the number of hours of overtime, according to the 1938 edition of the International Labor Office Year Book, which will shortly be published in Geneva, Switzerland.

The increase in overtime is attributed by the Year Book largely to the effect of armaments programs. Thus, in Germany, where preference in the granting of permits for overtime was given to army work and to contracts from abroad, the Year Book points out, hours of work were increased from 7.59 per day in 1936 to 7.68 in 1937; and in Italy they rose from 161 in October, 1936, to 165, in October, 1937.

In Czechoslovakia the number of overtime hours worked during the first six months of 1937 totaled 638,000, as compared with 806,943 for the whole of 1936; and in Belgium the total overtime hours worked in 1937 was 473,433, as compared with 316,817 in 1936.

In Switzerland, in many cases overtime had to be worked, or a modified normal working week of 52 hours was found necessary.

The Year Book notes two distinct periods in France. During the first of these, the workers' organizations were able to secure enforcement of a 40-hour week by collective agreement in an even stricter form than had been prescribed in the Decrees. According to statistics, hours of work were 45.8 a week in 1936 in industry, mines, transport and commerce. The first Decrees to give effect to the 40-hour week were introduced at the end of 1936 and hours fell to 40.4 in 1937. Early in 1938 the workers' organizations, at the request of the Government, agreed to accept overtime in industries working for national defence.

In the United States, the Year Book points out, there was a tendency during the Spring and early Summer of 1937 to increase hours of work so as to meet the revival in economic activity, but hours fell again when a new depression set in. The weekly average of hours of work in industry there, it discloses, dropped from 39.8 in 1936 to 39.2 in 1937.

Other countries in which hours were reduced, according to the Year Book, were Australia and Great Britain; other countries in which hours were increased were Finland, Poland and New Zealand.

FORTY-SEVEN THOUSAND POSTAL WORKERS SHOULD HAVE ONE ORGANIZATION

Editor, *The Labor World*.

Sir:

You have more than once in previous years opened your columns to letters from postal workers. May I again trespass upon your space and editorial indulgence in directing the attention of all employed in the Postal Service throughout the Dominion to the need and great advantage of having one Dominion-wide organization that could speak effectively and promptly on behalf of postal employees in any branch of the service. Let me point out that these employees are not in the same category as other Government employees. They are engaged in a revenue producing occupation and not paid out of tax funds. This distinction should be strongly emphasized. The postal workers earn their keep, since the service they render, or the duties they perform are paid for in cash by the public. From the industrial standpoint they can be classified as productively engaged citizens. The number of persons employed looking after the mails is approximately forty-seven thousand. They should belong to one general or national organization made up of self governing units but united as to objectives and policy. The national organization could affiliate with the Trades and Labor Congress or other workers' legislative body.

The present Government and its Ministers are sympathetic to bona fide democratic associations of workers.

The forming of the suggested organization or association would enable its members to retain the services of well qualified outside persons to act in an official or professional quality when representing any constituent unit or the general organization before the Government, its Ministers, or a Committee of Parliament. Other organizations employ and retain outside representatives, why not the postal workers? Through such an organization the postal employees would be able to enter into closer relationship with the Minister and his Executive personnel. The postal workers are entitled to the fullest protection organization can give. Such protection is only possible through an organization, membership in which is open to all postal employees and eligible to join one of the constituent units. Such an association would effectually nullify the influence of "politicians" in the service who think in terms of their own ambitions and welfare rather than that of the rank and file. I hope others will write you on this, Mr. Editor.

E. LOVE.

MOST LIKELY

During a history lesson a teacher pointed out to his class that a surname often indicated the trade of the ancestors of those who bore the name. He gave obviously simple examples such as Smith, Baker, Taylor, Saddler, etc., then turning to one boy, he said, "What do you think your ancestors were, Webb?"

The boy, for a moment, was quite at a loss, then very sheepishly answered, "Spiders, sir."

HOME SHORTAGE IN CANADA

Since 1931 house building in Canada has not been keeping pace with the natural growth in population. In 1931 there were 2,252,729 households or homes. Since that year less than half the number of houses needed to take care of the increase in population have been built. There has been an increase, it is estimated, of about 130,000 persons or nearly 30,000 families per year.

According to building reports, the number of contracts awarded in Canada for residences in 1934 was only 10,135. The number of housing units in 1937 had increased to 17,958, the value of which was \$50,391,000.

Canada's shortage in homes, according to different estimates, ranged from less than 100,000 to nearly 250,000. The unemployment problem, on the other hand, is very serious.

Building trades workers who want jobs were found when an unemployment questionnaire was sent out by the War Veterans' Assistance Commission in 1937; it brought replies from 34,312 veterans. There were included in this number 3,185 in specialized building trades and 3,932 laborers, making a total of 4,117, or more than 20 per cent of the registered unemployed, who were desirous of taking part in a building program. Considering this unemployment situation along with the fact that 50 per cent of the workers employed get less than \$850 per year, and 25 per cent less than \$500 per year, it is believed that some employment would be taken care of by a home building program.

Yet there is a handicap. Even with the many aids now provided by the National Housing Act, the cost of homes is still beyond the financial means of those who need houses, it is reported.

THE PECAN WORKERS ARE NOT BETTER OFF THAN SLAVES

Archbishop Drossaerts, of San Antonio, Texas, referring to the pecan workers of that section, is credited with saying: "The negro slaves before emancipation were a thousand times better off than these poor, defenseless people." On the other hand, the "pecan king" under oath is quoted with testifying: "Mexican pecan shellers eat a good many pecans, and 5 cents a day is enough to support them in addition to what they eat while at work." Reproduced pay check statements show one worker drew \$1.27, another \$2.92 and a third 53 cents as a week's pay. That members of the Pecan Workers' Union are battling — against heavy odds — to secure a fixed wage scale of at least \$5 a week is not at all astonishing in view of the foregoing authenticated statements.

IT MADE HER ANGRY

Joe — What was your mother so angry about?

Joed — Aw, she sent me to the store for some cold cream—

Joe — Yes?

Joed — An' I got ice cream. It was the coldest they had.

OUR RAILROADS

We Must Do All We Can to Help Them. Should Not Be Subjected to Unfair Competition.

By BERNARD ROSE.

From the standpoint of speed, safety, and comfort, travelling by train is far ahead of transportation by bus. It is difficult for the railroad companies to meet the competition of the motor transportation agencies. The railroads have invested hundreds of millions in rolling stock and road bed. The wages and salaries paid to employees and executives are much higher than what is received by motor transport workers.

When travelling by bus we literally take serious risks since in the event of anything happening to the driver, the lives of the passengers would be jeopardized. Trains must be manned by an experienced crew. Every engine has an engineer and a fireman capable of immediately taking charge should the first suffer an injury or become incapacitated.

The conductor and brakemen being experienced could bring the train to a stop if an emergency arises.

We hardly appreciate as we should what we owe our railroad companies both as passengers and employees. Railroad workers make their occupation a life's calling. They are proud of it. They are treated with consideration by the executives of the roads and regarded generally as good citizens. The industry is a very important one. Its official heads are called into consultation by governments and interested in the welfare and future of the nation.

The major roads are today operating under very grievous handicaps. They are subjected to rigid rules and cannot effect the changes or economies possible to other enterprises. Everything must and should be done to aid the railroads. The publicly owned system is a constant subject for discussion in parliament and at the meetings of important commercial and financial bodies. The problem is a serious and difficult one. In fairness to the systems, unfair competition should be eliminated. Motor transport, which has taken so large a proportion of their passenger and freight business, should become the joint monopoly of the roads or subjected to control and conditions that affect the railways. When we think of huge amount expended in the purchase of materials by the principal systems, the sum paid in taxes, and the total in wages and salaries we begin to realize how important the railways are to our national life. I have had occasion, in previous editorials, to refer to the splendid and profitable publicity the Dominion has received as a result of attention directed to it and its people from the tremendous outlay on advertising by the C. P. R. and the C. N. R.

The heads of both systems are not only recognized as outstanding authorities in all that relates to transportation but distinguished citizens. Sir Edward Beatty occupies a very prominent place in the educational and philanthropic life of the Dominion. He is associated with scores of organizations that promote public welfare. No one is more highly thought of by the employees of the C. P. R. than its President.

If the roads were only prosperous what a boon it would be to the employees and the public! The privately owned system is every bit as much the people's road as the one that is publicly owned. One need not be a railroader or owner of railroad stock to appreciate the difficulties of the Chief Executives of our two great systems. The railroad problem is a national one, almost as much as unemployment. It should receive the serious consideration of all who are interested in the welfare of the employees, the systems, and the public good. The public can help in a very effective and substantial way by travelling by rail. I would not suggest that other means of transportation be discriminated against, but do say, whenever possible the railroads should be given the preference both as to passengers and freight. I think we most appreciate the need and advantage of railway transport during the winter. We can get to our destination quicker and safer than is possible by auto. If the railroads are found so useful and necessary during the severe months of the year, surely they are entitled to consideration at other times!

The workers are perhaps more indebted to the railroads than any other industry, since the agreements entered into between the systems and their employees established living standards that are used as examples by the leaders of trade unions, when seeking consideration from employers both as to hours and rates of pay. The bigger and better the railroad organizations the greater the incentive to the workers in other crafts to organize and thus help in the building of a strong labor movement.

Let us do all we can, whether as railroad employees, or citizens, to help the industry and enterprises that mean so much to the welfare of thousands of workers and the Dominion!

WHAT MAKES DEMOCRACY WORK?

In order that democracy may prove successful there must first be the opportunity for all to live and learn, free from either economic or political oppression.

The mind of an oppressor is warped — that of the oppressed is dwarfed. Neither may fairly nor intelligently appraise a problem — much less solve it.

Democracy functions best when its citizens may consider social and civic problems without the necessity of constantly keeping in mind the individual's own opportunity to earn a living — either as a public servant; as one who profits through supplying the necessities of life; or keeping in mind a defense against special privilege directly or indirectly usurping public functions. A public office-holder who fears defeat, an employee of a power company whose vote is dictated by the corporation, an industrial spy or deputized gunman are alike in the fear that grips them and influences their judgment.

A citizen who must live by the help of charity or an unemployment dole loses

much of the interest and vitality so needed to further the public welfare.

In one of his public utterances President Roosevelt said: "It is our determination to achieve for the average man an economic freedom that will give his political freedom reality." This can only be done by supplying him with the opportunity to work at wages which will guarantee not only freedom from want but also make it possible to share in the moral and cultural benefits of civilization as well as its mechanical and scientific progress.

To be able to share in making democracy work, we must be able to advance our ideas as to what is wrong, what should be done, and why — without pressure of punishment from those who may disagree. We should be able to listen to criticism and separate the constructive from the destructive.

Democracy works through the application of reason. Prejudice and passion cannot rightfully claim a proper place in democratic deliberations.

Democracy cannot succeed without economic as well as political freedom. — *The Typographical Journal.*

The Federal Home Improvement Loans

The Honourable Charles A. Dunning, Minister of Finance, released figures showing Home Improvement Loans numbering 3,088, and amounting to \$1,201,957.99, reported to the Department of Finance during November. This brings the total number of loans to 58,908 and the amount to \$23,521,504.50 as at November 30, 1938.

Of particular interest is the increase of approximately 6% in both number of loans and amount of loans in the last three months as compared with the corresponding period of 1937.

In Ontario an increase during November of 1,749 loans and of \$670,147.68 in amount of loans brings the total for that province to over eleven million dollars. Quebec, with an increase of 391 loans for \$201,493.09, shows a total of 8,934 loans for \$4,495,814.95. Alberta again holds third place in amount of loans for the month, British Columbia coming third, however, in number of loans.

Total Home Improvement Loans reported to November 30, 1938, and divided according to provinces are as follows:

	November 1, 1936, to October 31, 1938	November 1-30, 1938	TOTAL
P. E. I.	568 \$ 152,040.68	22 \$ 4,061.08	590 \$ 156,101.76
N. S.	4,464 1,352,958.16	181 55,978.61	4,645 1,408,936.77
N. B.	2,217 744,389.67	73 23,490.81	2,290 767,880.48
Quebec	8,543 4,294,321.86	391 201,493.09	8,934 4,495,814.95
Ontario	25,161 10,330,951.18	1,749 670,147.68	26,910 11,001,098.86
Man.	3,493 1,336,791.50	190 80,714.50	3,683 1,417,506.00
Sask.	1,217 414,970.26	36 12,170.44	1,253 427,140.70
Alberta	4,190 1,819,104.60	217 86,732.30	4,407 1,905,836.90
B. C.	5,967 1,874,018.60	229 67,169.48	6,196 1,941,188.08
	55,820 \$22,319,546.51	3,088 \$1,201,957.99	58,908 \$23,521,504.50

Ottawa, Ontario, December 6, 1938.

FOR BETTER FEDERAL JOBS

Improved working conditions for Federal employees was recommended at the recent convention of the American Federation of Labor. The program adopted unanimously by the convention, held in Houston, Texas, covered the following points:

A \$1,500 minimum wage for all full-time government workers with automatic pay increases set by law.

A five-day, 35-hour working week throughout the government service without salary reductions.

Extension of the merit system to all branches of the civil government now excluded by law, and extension of the classification act to the field services.

Optional retirement after 30 years of service, with retirement provision for employees discharged after 15 years or retired on account of disability at 60.

Extra salary, or leave on compensation, for overtime work, and provision for a night differential.

Payment of not less than the prevailing wage to craft employees in agencies not affected by wage boards or other salary fixing machinery.

Creation of an independent board of appeals and provision for legal representation for employees in appeal cases.

Better pay and working conditions for employees in veterans' administration facilities, for custodial employees, and for persons in Federal penal institutions.

Optional quarters subsistence and laundry at uniform cost.

Provision for equality of sexes and attention to length of service and experience in promotional examinations provided in the President's executive orders of last June 24.

The convention rejected resolutions advocating establishment of a specified efficiency rating system and annual leave and sick leave for part-time employees. Proposals for unemployment insurance, and low medical cost and hospitalization for Federal employees, were referred to the national executive council for further study.

MORE CARS GET GOOD AIR

In the year ended on July 1, 1938, Class I Railroads and the Pullman Company air-conditioned 1,384 passenger cars, according to a recent report of the Association of American Railroads. The Pullman Company air-conditioned 381 and the railroads 1,003.

On the railroads of the United States this brought the total number of air-conditioned passenger cars in operation on July 1, 1938, to 10,803, as compared with 9,419 in operation on the same day last year.

The railroads owned 5,862 and the Pullman Company 4,941 of the total in operation on July 1, this year. Sleeping cars, lounge cars and other classes of passenger cars are included in the equipment.

The labor movement is born of hunger; hunger for food, for shelter, warmth, clothing and pleasure.

FIGURES ON FACTORIES

As the country is watching to see whether factories will recover normal production in the near future, recent figures, issued by the United States Department of Commerce on manufacturers, contain interesting information.

The government found that in 1929 the number of manufacturing establishments in the United States totaled about 209,862, and in 1935 the total had dropped to 169,111.

The average number of wage earners employed dropped from 8,821,757 in 1929, to 7,378,845 in 1935.

The largest number of factories was in the class employing from one to five wage earners: there were 95,204 such factories in 1929 and they employed 278,391 wage earners. There were only 70,243 such factories in 1935 and they employed 190,908 wage earners.

The highest employment was in factories hiring from 100 to 500 workers. In 1929 there were 14,016 such factories hiring 2,917,345 workers; in 1935 there were 11,699 factories employing 2,452,211 workers.

The class employing from 500 to 2,500 workers also had large totals. In 1929 there were 2,510 such factories and they employed 2,319,258 persons; in 1935 the number had dropped to 2,082 factories employing 1,900,993 persons.

LABOUR ON THE AIR

Topics of Vital Interest to Labour and the Public.

The Workers' Education Association will broadcast, every Wednesday, that is on the following dates, over Station CBL and The National Network, from 9 to 9.30 P.M., as follows:

January 11th: Why Should Labor Organize?

January 18th: Is Industrial Unionism Revolutionary?

January 25th: Is International Unionism Canadian?

February 8th: Are Higher Wages Detrimental to the Consumer?

February 15th: Are Co-operatives and Credit Unions a Solution?

February 22nd: Does Labour Gain at the Farmers' Expense?

March 1st: Is Government Control of Industry Necessary?

March 8th: Labour and National Unity. Members of the Workers' Educational Association, Labour Leaders, and Business Men will all take part in these discussions. Every point of view will be offered and considered.

Copies of these broadcasts may be obtained at 10 cents each or 75 cents for the series of ten (including the one of December 28th, entitled: Is National Recovery Possible?). Write to Workers' Educational Association, 106 St. George Street, Toronto.

If it is at all possible, all the organized workers should listen in to these broadcasts. Their time will not be wasted.

From Our Readers

THE UNEMPLOYED

Sir:—"The Toronto Globe and Mail" says it gets hundreds of letters concerning the evils of unemployment which it does not print. But it recognizes that those letters are symptoms of a serious condition. Some estimate that 200,000 young men are unemployed or without steady jobs. Canada never had more than that number of young men in France at any time during the war. The last generation of young men were condemned to death and wounds, terror and suffering, but at least they felt they were serving a purpose. The present generation of youth is being condemned to a purposeless existence to the fate of pariahs than which nothing could be more galling. A large segment of the population is obviously deteriorating physically because of lack of proper nutrition. The pigment, the coloring of many is being washed out; they look like pallid ghosts. In another generation the proportion of 3-c. people may be appalling.

And unemployment and its evils are not visitations of an angry diety. The Scandinavian countries have solved unemployment by democratic methods. But in the presence of this problem Canadians have an inferiority complex.

It is not only the unfortunate unemployed who are concerned. While the unemployed hang over the labor market, those in jobs have no security and efforts to improve the lot of the workers are handicapped. We should write to our politicians asking what they are going to do about it. Writing to a Senator or M.P. does not involve the cost of a postage stamp. They won't act on behalf of a people too apathetic to express discontent.—VOX POP.

Premier Hepburn should go to New Ireland instead of Australia. C. C. F. speakers in Ontario remark. A study of what the N. Z. Labor government has done in three years to speed up production and cure unemployment by the application of Socialist measures might open Hepburn's eyes. And if his pal Premier Duplessis accompanied him to N.Z., he might be enlightened too. There is a wide difference between the "accomplishments" of the bust-the-trusts regime and N. Z. Labor movement.

HEALTH AND UNEMPLOYMENT

Sir:—The report of the McGill Social Research Dept. on Health and Unemployment should be required reading for all trade unionists. Too many are ostriches as to what unemployment — and the low wages which are always an accompaniment are doing to the health of their fellows.

This investigation found that among unemployed men 32.9% had dental defects compared with 17% among employed men.

Among unemployed boys examined 31% showed a nutrition rate of "poor"; among unemployed men 14.6% and among employed men 9.7%.

Medical records of 1,800 school boys showed that those of families

of the higher income groups were five inches taller and eight pounds heavier than those of families of low incomes.

Of unemployed men needing classes to correct defective vision 87% did not have them and of unemployed boys 67%.

These are but items in a large series of startling facts brought to light by social scientists and doctors. Every trade unionist should study them and then do something to wake up our political leaders to the shameful conditions. — STUDENT.

HEPBURN MAGIC

Sir:—Premier Hepburn proposes to save \$700 millions in interest on public debt. Or about twice the total interest. That is magic.

The lack of constructive action by the Mackenzie King government is deplored by many federal Liberals. But we don't know what Hepburn has done to deserve the thanks of the common people. He has been contemptuous of the urban unemployed. The peonage system which he says is merely displacing the regular hired man in the farm was approved by him.—ARGUS.

C. I. O. POLITICS

Sir:—John Lewis has announced that the C. I. O. will be a faction of the Democratic Party, taking part in the presidential nomination conventions and primaries. This decision Lewis seems to have made off his own bat — one man rule.

The question of C. I. O. relations with the Canadian Trades Congress takes on a new complexion. The function of the Congress is to use its political influence to secure legislation in the interests of labor. In that it will not be helped by the affiliation of an organization which functions politically as a faction of a capitalist party in the U. S. Has not Lewis cut the ground from under the objections raised by the *labor World* (very appropriately at the time) to the attitude of the last A. F. of L. convention?

The reverse repercussions of the policies of U. S. parties upon Canada need to be considered. There is some connection between Roosevelt's power policies and the Hepburn Liberals row with the federal Liberals. — LIGHT-SEEKER.

DIPLOMACY OF THE DOUBLE DEAL

Sir:—Mussolini's demands for French territory at least helped Daladier to build towards a dictatorship. Only the most idealistic or far-sighted Frenchmen could ignore the urge to close ranks against a foreign threat. Yet the chances are that Mussolini is only bluffing. He could hardly choose more unfavorable circumstances in which to ace war with France. Germany is not ready to be drawn into a conflict involving risk of war with Britain. Mussolini's sway in Ethiopia hardly extends beyond the garrison towns. His Spanish adventure has as yet yielded him nothing except heavy expenses requiring new capital levies. If he is ready to risk a major war he must feel his home position is desperate.

Unless he believes he can rouse the Moslem world to revolt, he expects to get much less than he asks: Suez Canal concessions and some control of the French railway from Djibouti to Addis-Ababa. Under cover of this diversion it is reported that Britain and France have agreed to close the Indo-China source of supplies, leaving the Chinese dependent on Rangoon.—HISTORIANS.

A. F. OF L. SEEKS CO-OPERATION OF ALL

"The American Federation of Labor is deeply concerned with everything that adversely affects us; hence we endeavor at all times to avoid strikes and lockouts and to bring about cooperation to the end that fruitless controversy may be avoided, good feelings and harmonious relations be maintained and the persuasion of the company's business continued without interruption."

That, in a nutshell, is what Jos. Briegel, general organizer of the American Federation of Labor, told the Junior Chamber of Commerce of Chicago, in an address on labor organization and its relation to business management.

Continuing, he said: "This will remove the seed of discontent and check the extremists, who are ever ready to magnify the slightest grievance. Therefore, when groups of workers are not organized in accordance with the principles of the American Federation of Labor, the uncertainty of the industrial and economic relationship always exists." Organizer Briegel presented a strong argument for the union hop, with its benefits to employees and employers alike.

DYE HOUSE SIGNS NEW UNION PACT

Negotiations between Laundry & Dye House Drivers and Chauffeurs Union, Local No. 712, of the International Brotherhood of Teamsters, Chauffeurs, Stablesmen and Helpers, and the Cleaning and Dyeing Plant Owners' Association of Chicago, Inc., have resulted in a new agreement, with various improvements.

The contract covers about eight hundred employees of between eighty and ninety plants, including oilers and drivers' helpers never before covered by an agreement. The committee representing the union in the negotiations was headed by Jean Frank, recording secretary of Local No. 712.

The union and the employers have been in contractual relations for around twenty years, a real achievement in itself.

The pact is for the union shop and provides for, among other things:

A wage guarantee of \$30 a week, with sales commissions of 6 and 9 per cent over a \$100 base.

One week's vacation with full pay after one year of service, two weeks' vacation with full pay and commission after two years of employment, a new feature.

Six holidays with full pay. A straight commission of 20 per cent on all laundry business handled by any cleaning and dyeing plant, namely, retail, wholesale and branch office drivers, regardless of the amount of business handled, also a new feature.

EMPLOYER AGREES TO DISBAND VIGILANTES

The curtain was lowered recently in vigilantism in Westwood, Calif., when the \$3,500,000 Red River Lumber Company signed a written pledge with the National Labor Relations Board that it would stop organizing mobs to destroy unions. Such mobs some time ago drove cores of union men and their families from the town.

In addition, the company agreed to cease interference with unionization and to reinstate 19 employees with back pay, as well as award back wages to 20 others.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada
Un médium national pour les ouvriers



internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes



EXPLAINING FRANCE'S TROUBLES

We read that the unbalanced budgets and other domestic troubles of France are due to the lingering effects of the ca'canny policy of the French. If the effects have been lingering they were not all due to the short tenure of the Blum government reforms. And how will Daladier's schemes to reduce living standards promote increased production when France like other countries need bigger consumption on the part of the masses. The political mind operates in water-tight compartments.

BOILERMAKERS WILL BARGAIN ON READING

Chicago, Ill. — As a result of an election, the National Mediation Board has certified the Boilermakers to represent the employees of hat craft and the Reading Railroad. This makes the shopcraft employees on the Reading 100 per cent A. F. of L. The other six crafts won certification some time ago and took over the contract with the road October 1937.

THE DOMINION OF FRANCE?

The object of Chamberlain's policies may be to put France in the same relation to Britain as the Dominion, opens a sarcastic article in "Le Canard Enchaîné" of Paris. At that, Dominion states might be preferable to France present subserviently to Britain, it comments. When Britain was at war we French could like the Canadians decide whether or not we wanted to be at war too. And perhaps like New Zealand we might even tell the British government to go to the devil when we did not like its policies. (And more in that vein)

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE

Notice is hereby given that Dame Doris Mabel Casselman of the City of Montreal in the Province of Quebec and at the present residing at the City of Liverpool, England, housewife, will apply to the Parliament of Canada, at the next session thereof, for a Bill of Divorce from her husband Alfred Farlinger Casselman, of the City and District of Montreal, on the ground of adultery.

December 6th., 1938.
HONEYWELL, McDUGALL, JOHNSTON & WOTHERSPOON.
Attorneys for Petitioner
56 Sparks St.,
Ottawa, Ont.

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

Jeanette MacDONALD
Nelson EDDY in
VICTOR HERBERT'S
"Sweethearts"
TECHNICOLOR
with Frank MORGAN, Ray BOLGER, Florence RICE

CAPITOL

LUISE RAINER and
PAULETTE GODDARD in
"Dramatic School"
Added Attraction
JOE E. BROWN in
"Flirting with Fate"

PRINCESS Theatre

RICHARD GREENE and
NANCY KELLY in
"Submarine Patrol"
Added Attraction
"His Exciting Night"

LOEW'S THEATRE

On the Stage
MIKE RILEY
and his 1939's Sensation All Star
Entertainment Dance Band
On the Screen
"THE STORM"

Tél. LANcaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice
du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

THE CENTRE OF SOCIAL AND BUSINESS LIFE IN MONTREAL

The Windsor

on Dominion Square
I Alderic Raymond - VICE-PRESIDENT

WE HAVE HELPED HUNDREDS
OBTAIN positions as Letter
Carriers, Postal Clerks, Customs
Inspectors, Clerks, and Steno-
graphers, etc., and can help you.
Write us for proof and free in-
formation. M. C. C. Schools Ltd.,
Toronto 10. Oldest in Canada.

Chicago, Ill.—Joseph Schmidt, secretary of the Bakers and Confectionery Workers International Union of America, affiliated with the American Federation of Labor announced the negotiations of agreements with the top executive of the Great Atlantic & Pacific Tea. Co.

Quality Cleaning by

Paul SERVICE STORES LIMITED

40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly

Head Office and Plant
1451 BEAUBIEN E. MONTREAL
DOLLard 4871